

Questions orales

Canada, un organisme dont les prévisions sont largement respectées, a laissé entendre un son de cloche totalement différent et profondément alarmiste au sujet de l'économie canadienne. Il prévoit une croissance nettement plus lente que ce que prétendait le ministre, un ralentissement de tous les principaux indices économiques et, surtout, un retour à une grave récession en 1985.

Comme ces prévisions se fondent sur l'hypothèse que les mesures exposées dans le dernier budget ne seront pas modifiées dans l'intérêt de tous les Canadiens, comme il a la possibilité et le temps de le faire, le ministre a-t-il l'intention de modifier sa politique pour éviter les tragiques conséquences que prévoit le Conference Board?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, je vois mal comment le chef de l'opposition peut dire que les prévisions du Conference Board sont plus pessimistes que les miennes étant donné que je n'ai pas fait la moindre prévision pour 1984. J'ai dit que cela ferait partie de mon prochain budget. Le chef de l'opposition pourra alors voir si mes prévisions sont plus pessimistes que celles du Conference Board.

Deuxièmement, je lui rappelle que les prévisions du Conference Board pour les derniers mois ne coïncidaient pas du tout avec celles de pratiquement tous les autres prévisionnistes du Canada ou des États-Unis. Je rappelle au député de le Conference Board aux États-Unis a prévu, il y a quelques semaines encore, une excellente année pour 1984. En fait, il place le Canada en tête des pays industrialisés sur le plan de la croissance et des progrès.

Néanmoins, l'attitude du chef de l'opposition ne m'étonne pas. En bon conservateur, il voit seulement le mauvais côté des choses. Quand le soleil se lève le matin, tout ce qu'il voit, c'est l'ombre qu'il projette.

LES HAUSSES D'IMPÔT—ON DEMANDE AU MINISTRE DE RECONSIDÉRER LA QUESTION

M. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je ne pense pas devoir me porter à la défense du Conference Board qui s'est peut-être trompé, mais rarement et certainement moins souvent que le ministre des Finances. On pouvait sans doute s'attendre à ce genre de réponse de la part du gouvernement étant donné qu'hier, le premier ministre ignorait totalement quel était le taux de chômage réel au Canada.

A la suite de son discours d'hier, à l'occasion d'une conférence de presse, peut-être a-t-on mal cité ses paroles, le ministre des Finances a déclaré en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des particuliers et d'autres impôts qui s'annoncent qu'il ne pensait pas que les hausses d'impôt du budget précédent puissent sérieusement ralentir l'économie. Comme ces hausses d'impôt ont contribué au retour de la récession—et le ministre n'ignore pas que les prévisions du Conference Board sont extrêmement fiables—et comme ces impôts ont des effets

négatifs sur la conjoncture et que le Conference Board prévoit une nouvelle récession pour 1985, le ministre va-t-il revenir sur sa décision de majorer les impôts étant donné qu'il a encore le temps d'agir?

• (1420)

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai vu dans le *Globe and Mail* une manchette au sujet de la hausse de l'impôt sur le revenu des particuliers, cet automne. Aucune de ces hausses n'a été prévue ou annoncée dans le budget de l'année dernière. Il a seulement été question d'une hausse de 1 p. 100 de la taxe d'accise, de la taxe de vente et de la taxe de vente fédérale. On l'a annoncée et cela s'inscrivait dans le programme de financement des projets spéciaux de relance. Autrement dit, comme l'année dernière, on dépensera encore cette année et l'année prochaine des centaines de millions de dollars pour réaliser des projets qui créeront des emplois dans toutes les régions du pays. Je les ai annoncés. J'ai consulté plusieurs organismes du Canada. J'en suis venu à la conclusion que le scénario ou le plan d'action proposé dans le dernier budget demeure le bon. J'ai l'intention de prendre les mesures prévues dans le dernier budget.

ON DEMANDE AU MINISTRE DE RECONSIDÉRER SA POLITIQUE

M. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le Conference Board a dit qu'en s'obstinant dans cette politique le ministre va plonger le Canada et les Canadiens dans les affres d'une nouvelle récession carabinée d'ici à 12 mois. Le ministre a eu le temps et la possibilité d'y réfléchir. Il va y avoir 1.5 million de Canadiens de plus en chômage, sans absolument aucun espoir de gagner leur vie à moins que le ministre ne se ravise, qu'il ne réoriente certains de ses choix fondamentaux.

Est-ce qu'il va revenir sur certains de ces choix, compte tenu non seulement de la prévision du Conference Board mais surtout des statistiques qu'il a publiées ce matin? Il a la possibilité de changer de cap. Est-ce qu'il va s'y résoudre au nom du 1.5 million de Canadiens qui réclament à grands cris la possibilité de retourner au travail?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, je dirai tout d'abord que la demande du chef de l'opposition aurait beaucoup plus de sens et de poids s'il nous disait quel changement d'orientation il prône et quelle sorte de budget il voudrait pour le pays. Ensuite, son intervention en faveur des chômeurs, qui constituent un très grave problème, serait un peu plus sérieuse et crédible si, lorsque nous avons établi le dernier budget, le député nous avait présenté des idées différentes de celles qui me sont venues de lui à cette époque où il était dans le secteur privé, c'est-à-dire un régime favorable aux riches, un régime qui l'aurait avantageé lui plutôt que les chômeurs.

Des voix: Bravo!

Des voix: Quelle honte!